

FÉVRIER 2025

BILAN DES VOTES CANADIENS EN MATIÈRE DE CLIMAT EN 2024

TENDANCES DES VOTES PAR PROCURATION
DES MEMBRES CANADIENS DU CA100+ ET
D'ECC EN MATIÈRE DE CLIMAT EN 2024

INVESTORS *for*
PARIS COMPLIANCE

RÉSUMÉ

Dans notre troisième rapport annuel portant sur les votes canadiens en matière de climat, nous continuons à évaluer dans quelle mesure les membres canadiens d'Engagement Climatique Canada (ECC) et de Climate Action 100+ (CA100+) alignent leurs votes par procuration sur leurs engagements en faveur de la décarbonation de leurs portefeuilles. Cette année, nous avons apporté deux ajouts notables à notre analyse. Tout d'abord, nous avons inclus le plus important fonds de pension canadien, le Régime de pension du Canada (RPC), qui, bien qu'il ne soit pas membre d'ECC ou de CA100+, offre un aperçu de la façon dont les risques financiers à long terme de millions de fonds de retraite canadiens sont gérés activement. Deuxièmement, nous avons examiné si ces investisseurs intensifient leurs engagements climatiques au-delà du vote par procuration – à travers le dépôt de résolutions ou l'abstention de vote à l'égard des administrateurs.

Nous constatons cette année **une tendance prometteuse à la responsabilisation des administrateurs**, puisque 14 des 33 investisseurs évalués se sont explicitement abstenus de voter à l'égard d'administrateurs en raison d'échecs persistants en matière de gouvernance liée au climat. En revanche, **aucune résolution d'actionnaires relative au climat déposée par des investisseurs institutionnels canadiens auprès d'entreprises canadiennes n'a fait l'objet d'un vote**, et **une seule résolution a été déposée auprès d'une entreprise pétrolière ou gazière canadienne par un investisseur canadien: BCI à TC**. Cela malgré le fait que les compagnies de combustibles fossiles représentent le plus grand risque en termes de transition énergétique pour l'économie canadienne, et malgré la volonté de la plupart des membres de l'ECC et de CA100+ d'intensifier leurs engagements en matière de climat au-delà du vote par procuration.

Notre analyse des votes de 33 investisseurs canadiens sur une sélection de 17 résolutions liées au climat déposées en 2024 auprès de compagnies nord-américaines révèle les éléments suivants :

- **Une augmentation du soutien envers les propositions d'actionnaires relatives au climat a été observée**, passant d'un peu plus de 50% en 2023 à près de 65% en 2024. La TD, la CIBC et Manuvie ont connu les plus fortes hausses de leur niveau de soutien par rapport à 2023, bien qu'elles demeurent dans la portion inférieure des investisseurs.
- **Davantage d'actionnaires ont soutenu 100% des résolutions évaluées** – soit plus d'un tiers cette année, contre 14% l'an dernier. Les six clients de Groupe Investissements Responsable qui votent par procuration font notamment partie de cette catégorie.
- **Le RPC, plus important régime de retraite du Canada, est celui qui a voté le moins en faveur des résolutions d'actionnaires relatives au climat** parmi les dix régimes de retraite évalués. C'est le Régime de retraite de Postes Canada qui affiche le bilan le plus favorable.

- **La Société de gestion d'investissement de la Colombie-Britannique (BCI) s'est distinguée en tant que leader pour sa stratégie d'escalade de l'engagement.** La société publique d'investissement a été le seul investisseur canadien à déposer une proposition auprès d'une société pétrolière et gazière canadienne, et à s'abstenir de voter en faveur de 94 administrateurs pour des raisons liées à l'actionnariat.
- **L'incohérence des pratiques internes de vote reste un problème au sein des grands gestionnaires d'actifs,** malgré leurs politiques globales de vote par procuration liées au climat. Gestion mondiale d'actifs RBC, Manuvie et Gestion mondiale d'actifs Scotia comptent le plus grand nombre de votes fractionnés. Cela s'explique en partie par leur recours à des sous-conseillers et/ou par l'indépendance qu'ils accordent à leurs gestionnaires de portefeuilles dans le cadre de leurs engagements.
- **Le nombre de résolutions d'actionnaires liées au climat qui ont été soumises au vote dans les entreprises canadiennes est en recul.** L'année dernière, nous avons évalué treize résolutions canadiennes; cette année, en utilisant une méthodologie de sélection similaire, nous n'avons été en mesure d'en évaluer que quatre. Nous n'avons pas observé de baisse semblable des résolutions liées au climat soumises au vote auprès d'entreprises états-uniennes.

Chaque résolution d'actionnaire varie en qualité, et chaque relation entre un investisseur et une société de portefeuille est unique. En conséquence, il est préférable d'utiliser le présent rapport (disponible en anglais seulement) comme une analyse de haut niveau des principales tendances qui façonnent le paysage des investissements canadiens liés au climat en 2024.

→ Voir le **Tableau 1** pour une vue d'ensemble des tendances de votes par procuration liés au climat en 2024.

À l'approche de la saison 2025 des assemblées générales annuelles, nous espérons que les grands investisseurs institutionnels canadiens qui intensifient leurs engagements climatiques seront plus enclins à s'abstenir de voter et à déposer des résolutions.

Nous remercions l'équipe d'OxProx pour son aide dans la recherche de données de vote.

NOTE : Tous les investisseurs ont eu la possibilité de vérifier leurs données de vote. Nous remercions tous les investisseurs ainsi que le Groupe Investissement Responsable qui ont vérifié ou fourni leurs propres données.

TABLEAU 1. RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DES VOTES PAR PROCURATION LIÉS AU CLIMAT EN 2024

INVESTISSEURS	NIVEAU DE SOUTIEN	POUR	CONTRE	FRACTIONNÉS*	ABSTENTION
AGF Investments	100%	16	0	0	0
NBI Investments	100%	16	0	0	0
Régime de retraite de Postes Canada	100%	15	0	0	0
Société ontarienne de gestion des placements	100%	15	0	0	0
University Pension Plan	100%	15	0	0	0
Aviso Wealth (NEI Investments)	100%	12	0	0	0
Gestion FÉRIQUE	100%	8	0	0	0
Genus Capital	100%	7	0	0	0
l'Église Unie du Canada	100%	4	0	0	0
Vancity Investment Management	100%	3	0	0	0
Bâtirente	100%	2	0	0	0
Triasima	100%	2	0	0	0
Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ)	90%	10	1	0	0
Société de Gestion d'Investissement de la Colombie-Britannique (BCI)	88.2%	15	2	0	0
Desjardins GAM	82.4%	14	3	0	0
Addenda Capital	75%	3	1	0	0
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OTPP)	75%	6	2	0	0
TD Asset Management	70.6%	12	2	2	1
Jarislowky Fraser Ltd	66.7%	2	1	0	0
Le Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (OMERS)	66.7%	4	2	0	0
CIBC AM	64.7%	11	0	6	0
BMO GAM	47.1%	8	5	4	0
Régime de retraite de la fonction publique	47.1%	8	9	0	0
Société de gestion des investissements de l'Alberta (AIMCo)	41.2%	7	10	0	0
Manuvie	41.2%	6	4	7	0
Fiera Capital	36.4%	4	6	1	0
Régime de pension du Canada (RPC)	29.4%	5	12	0	0
Guardian Capital LP	28.6%	2	5	0	0
IG Wealth Management	26.7%	4	7	4	0
RBC GAM	11.8%	2	5	10	0
Dynamic Funds	9.1%	1	9	0	1
Beutel Goodman	0%	0	2	0	0
Scotia GAM	0%	0	6	9	0

* Inclut les votes fractionnés en cas de votes favorables ou d'abstention sur une même résolution au sein d'un même fonds d'investissement.